

MINUSCA

en action 

Bulletin d'informations de la MINUSCA | Août 2016

Pour faciliter la réconciliation nationale autour de projets communs, soutenir la restauration de l'autorité de l'Etat, améliorer la protection des civils ou la sécurisation du pays, la MINUSCA équipe, réhabilite, construit des locaux de diverses institutions à travers le pays. Tous ces projets s'inscrivent dans le cadre des Projets à Impact Rapide, communément appelé QIPs (Quick Impact Project). Les Projets à Impact Rapide sont réalisés à partir d'un dispositif financier flexible qui permet de réduire les délais et ont un effet immédiat sur les populations qui en bénéficient. Le choix des projets se fait en concertation avec les communautés et les autorités nationales ou locales qui identifient avec les équipes de la MINUSCA, les besoins les plus urgents. Les QIPs sont gérés par la section Affaires civiles pour la MINUSCA et ouverts à l'identification, la formulation et à la mise en oeuvre des projets et par l'ensemble des composantes militaire, police et civile de la MINUSCA. **MINUSCA en Action** vous présente, dans ce numéro spécial, quelques-unes des réalisations de cette année et des témoignages de bénéficiaires sur toute l'étendue du territoire centrafricain •

PROJETS À IMPACT RAPIDE

Les projets de la concorde sociale



• BANGUI : RÉHABILITATION DU MARCHÉ COMBATTANT



• UNE BIBLIOTHÈQUE MODERNE POUR L'UNIVERSITÉ DE BANGUI



• QIPS EN IMAGES



<https://minusca.unmissions.org>



<https://facebook.com/minusca.unmissions>



https://twitter.com/UN_CAR



<https://www.flickr.com/photos/unminusca/>

2 EDITORIAL
FAIRE RECULER LES LIGNES DE FRACTURE

3 **VERS DAVANTAGE DE PROJETS**

4 ENTRETEN AVEC
GUY SAIZONOU FONCTIONNAIRE PRINCIPAL CHARGÉ DES AFFAIRES CIVILES À LA MINUSCA

8 **LES LOCAUX DU TRIBUNAL DE BOSSEMBÉLÉ RESTAURÉS**

9 BOSSANGOA
DES BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS RÉNOVÉS

10 **RENFORCEMENT DES CAPACITÉS OPÉRATIONNELLES DE LA GENDARMERIE**

10 **L'UNIVERSITÉ DE BANGUI MODERNISE SA BIBLIOTHÈQUE**

11 BANGUI :
LE MARCHÉ COMBATTANT RÉHABILITÉ

13 **QIP'S EN IMAGES**



Par Laurent Guepin, Directeur de la Division des Affaires Civiles de la MINUSCA

FAIRE RECULER LES LIGNES DE FRACTURE

La Centrafrique vit depuis 2012 une crise d'une ampleur jamais égalée dans la tumultueuse histoire politique de ce pays depuis son accession à la souveraineté internationale. Cette crise marquée par un conflit destructeur a fini par transformer cet Etat situé au Cœur de l'Afrique en un pays structurellement fragile, un pays de défis et d'incertitudes.

Les lignes de fractures qu'ont pu créer les incompréhensions et les affrontements, compliquent indubitablement la cohésion sociale et la concorde nationale.

Pour réduire un tant soit peu ces lignes de césure et reconstruire le tissu social dans une Centrafrique ruinée par les clivages et minée par la paupérisation, la MINUSCA a reçu mandat du Conseil de Sécurité pour aider l'état à reconquérir ses attributs et protéger ses citoyens. Ainsi progressivement se retrouvera recréé le dialogue intercommunautaire et refondées des institutions légitimées par l'onction du suffrage universel.

Les Affaires civiles de la MINUSCA constituent l'un des leviers essentiels dans les efforts d'accompagnement du processus de reconstruction, notamment par le biais de ses « Projets à Impact Rapide » dont les actions décisives au plan social, crédibilisent l'action de la Mission.

On le sait, ces Projets à Impact Rapide, sont un dispositif financier relativement flexible qui donne à la mission les moyens de porter des espoirs nouveaux vers des communautés fragilisées par les conflits.

Ils appuient surtout des projets de petites tailles dont les bénéfices vont directement aux populations. C'est sans doute là, l'intérêt majeur de cette initiative qui veut, par son action, voir soulager dans un délai bref, des souffrances exprimées.

Au titre de l'année 2015-2016, une enveloppe de 3 millions de dollars US a été affectée à la MINUSCA pour les Projets à Impact Rapide (QIP's). Ce montant ira sans doute crescendo au regard de la forte demande locale en termes d'appui social et d'urgence de cohésion sociale. Les conditions de la reprise économique et de la concorde sociale qui semblent se réinstaller depuis les dernières élections nationales et l'installation des nouvelles institutions, augurent des besoins qui ne manqueront pas de solliciter l'action de la MINUSCA dans ses divers engagements pour la ré-confection du tissu social abimé au cours de ces nombreuses années de déchirement qu'a connues la Centrafrique.

Naturellement la MINUSCA et le reste de la communauté internationale ne manqueront pas de répondre présent à chacun de ses appels dont les plus urgents tiennent à la détresse des populations, au scandale de la pauvreté et à la tragédie de toutes les désespérances qui y sont liées.

Ce numéro spécial se veut un premier inventaire de l'assistance portée par la Mission aux appels de ces nombreuses angoisses et de ces multiples incertitudes exprimées par un peuple qui aura démontré sa capacité de résilience face au malheur et sa volonté ferme de le surmonter et de se reconstruire •

VERS DAVANTAGE DE PROJETS

D'un montant de 1.000.000 de dollars en 2014-2015, le budget des Projets à impact rapide est passé à 3.000.000 dollars en 2015-2016. Cette augmentation du budget a permis de mettre en œuvre plus de projets. Le nombre de projets est ainsi passé de 33 projets en 2014-2014, à 106 en 2015-2016. Ces projets sont exécutées dans les localités de Bangui, Kaga-Bandoro, Bouar, Bria Bambari-Berberati, Bossangoa, Bangassou et Ndele, Paoua, Birao et Obo.

L'objectif des projets à impact rapide est de rapprocher les différentes communautés et de renforcer le tissu social; promouvoir les activités génératrices de revenus; favoriser l'autopromotion économique des communautés vulnérables et renforcer la cohésion sociale.

Quelque 40 projets sont déjà achevés, 22 projets ont atteint un niveau de réalisation de plus de 75% et 44 sont à un niveau de réalisation de moins de 75%.

Les projets inscrits sur le budget de 2015-2016 sont la réhabilitation des palais de Justice à Paoua et Bambari; la réhabilitation des prisons à Bangui, Rafai, Bangassou, Berberati et Kaga Bandoro; le renforcement des capacités des policiers et gendarmes et la réhabilitation de leurs bâtiment; la construction des ponts à Bouar et à Kaga Bandoro pour faciliter la mobilité et la rapidité de réaction des forces de sécurité.

Quelque 40 projets sont déjà achevés, 22 projets ont atteint un

niveau de réalisation de plus de 75% et 44 sont à un niveau de réalisation de moins de 75%.

Dans son rapport annuel 2015-2016, la Mission se propose de porter le nombre de projets à 100, soit une moyenne de 8 projets par bureau et de programmer au moins 20 projets à Bangui. Autre particularité, la sélection participative des projets avec les communautés et les autorités locales et la réduction des délais ■



© UN Photo / MINUSCA

▲ La maison des Jeunes et de la Culture de Boy-Rabe en construction

ENTRETIEN AVEC **GUY SAIZONOU**

Fonctionnaire principal chargé des Affaires civiles à la MINUSCA



© UN Photo / MINUSCA

« Les domaines d'intérêt sont déterminés par le mandat de la mission et surtout par les priorités nationales »

MINUSCA EN ACTION : La Division des Affaires Civiles est chargée de l'exécution des projets à impact rapide (QIPs). Pourriez-vous nous faire le point sur les réalisations des Projets à impact rapide?

GUY SAIZONOU : La modalité QIPs reste un des mécanismes dont dispose la MINUSCA pour contribuer à la consolidation de la Paix, la Sécurité et la Stabilité en République Centrafricaine. Elle permet par ailleurs d'établir un climat de confiance entre la Mission et les populations et partant favorise l'acceptation du mandat.

Au cours de l'exercice 2014-2015

un montant de \$1, 000, 000 a été alloué à la mise en œuvre de 33 projets qui ont prioritairement bénéficié aux initiatives en rapport avec la restauration de l'autorité de l'Etat, 75% de l'enveloppe disponible.

Ces initiatives qui ont permis la réhabilitation des infrastructures administratives, la formation des préfets et sous-préfets ont créé un embryon d'état à l'intérieur du pays après de longues années de vide politique et institutionnel.

Le reste des financements a été consacré à des projets de protection des populations, de relèvement, de dialogue et de réconciliation.

En ce qui concerne l'exercice 2015-2016, Un budget de \$3, 000,000 a été affecté à la mise en œuvre des QIPs. Au total, ce sont 106 projets qui ont été soumis à la revue des équipes techniques.

Ainsi, 44 projets d'un montant global de \$1, 276,934 ont permis les réhabilitations des préfectures, des sous-préfectures, des commissariats, des mairies, des prisons ; accompagnant ainsi le redéploiement de l'Etat à travers le territoire et lui offrant de ce fait des conditions de dignité minimum pour l'exercice de son pouvoir régalién. De même, une enveloppe de \$1,167,792 a été consacrée à la mise en œuvre de 42 projets couvrant le champ des



© UN Photo / MINUSCA

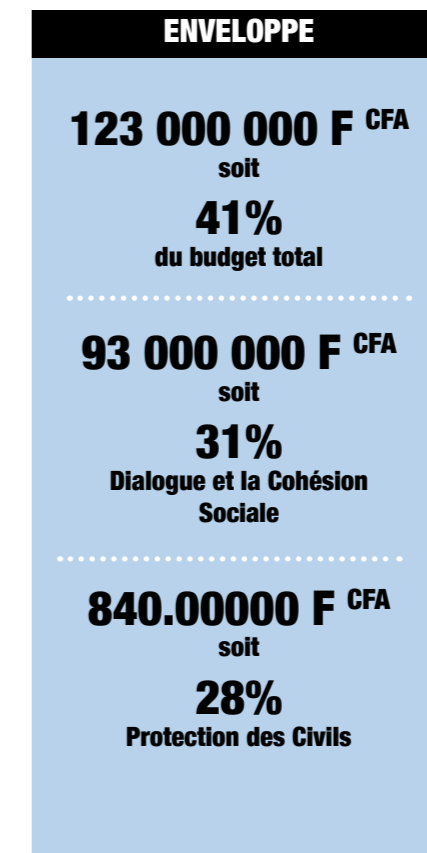
▲ Construction d'un forage à Yagarandji - Kaga Bandoro

activités de cohésion sociale qui ont permis la mise en œuvre d'activités et de projets à caractère social qui ont contribué à maintenir et à renforcer la concorde entre des communautés en conflit au travers de fournitures de services de base telles que l'eau et les écoles. Enfin, une enveloppe de \$518,615 a été déboursée pour le financement de 20 projets en lien avec la protection des civils.

Au total 139 projets ont été réalisés depuis le début du programme.

Quels sont les différents domaines couverts par les projets inscrits sur le budget de l'année 2015-2016?

Les domaines d'intérêt des QIPs sont déterminés à la fois par le mandat de la mission mais aussi et surtout par les priorités nationales. Ils sont relatifs aux initiatives de soutien à la restauration de l'autorité de l'Etat auxquelles a été consacrée une enveloppe de 1.230.000,00CFA soit 41% du budget global ; au Dialogue et la Cohésion Sociale a bénéficié 930.000,00CFA soit 31% du budget, tandis que le pilier Protection des Civils a quant à lui bénéficié d'un montant de 840.000,00CFA, 28% du budget.



Par rapport au nouveau mandat de la MINUSCA, sur quels aspects votre Division compte-telle mettre un accent particulier ?

Nous allons résolument poursuivre nos efforts et les amplifier tout en mettant un accent particulier sur la fourniture des

services sociaux de base, mais aussi le soutien aux initiatives d'auto promotion économique des communautés.

La création d'emplois d'urgence restera une priorité et ceci se fera en partenariat étroit avec les Agences des Nations Unies notamment le PNUD et le fond des Nations Unies pour la population UNFPA

D'un montant de \$1.000.000 de dollars en 2014-2015, le budget des Projets à impact rapide de la MINUSCA est passé à \$3.000.000 en 2015-2016. Qu'est-ce qui explique une telle augmentation du budget?

Ainsi que vous le savez, ce pays sort d'une longue période d'instabilité économique et sociale. La concorde nationale et le dialogue entre les communautés restent un vaste chantier, alors que les outils de production ont été détruits et qu'il faut tout rebâtir. Les services sociaux de base sont inexistantes. Dans des conditions comme celles énumérées, il faudra des efforts gigantesques pour retourner à la normalité et que les populations sentent les dividendes de la paix. La MINUSCA a décidé de créer les conditions qui lui permettent de mettre en œuvre son mandat et

“ **La MINUSCA a décidé de créer les conditions qui lui permettent de mettre en œuvre son mandat et cela passe par la confiance qu'elle sera capable de créer entre elle et les communautés et c'est cela l'objectif des QIPs.** ”

cela passe par la confiance qu'elle sera capable de créer entre elle et les communautés et c'est cela l'objectif des QIPs.

Quel est l'impact de cette augmentation du budget sur les réalisations?

L'effet a été automatique car nous sommes passés de 33 projets en 2014-2015 à 106 projets 2015-2016.

Nous couvrons désormais un espace géographique plus grand et avons eu les capacités de créer trois fois plus d'emplois que nous

en avons créés en 2014-2015. Nous avons réhabilité plus de bâtiments administratifs qu'en 2014-2015. Nous avons ouvert de nouveaux chantiers dans le domaine de la cohésion sociale notamment des initiatives en matière de transhumance. Nous avons réussi à faire se rencontrer les éleveurs de Birao et ceux du Soudan et ensemble, ils ont défini les bases d'une transhumance apaisée et mutuellement avantageuse •

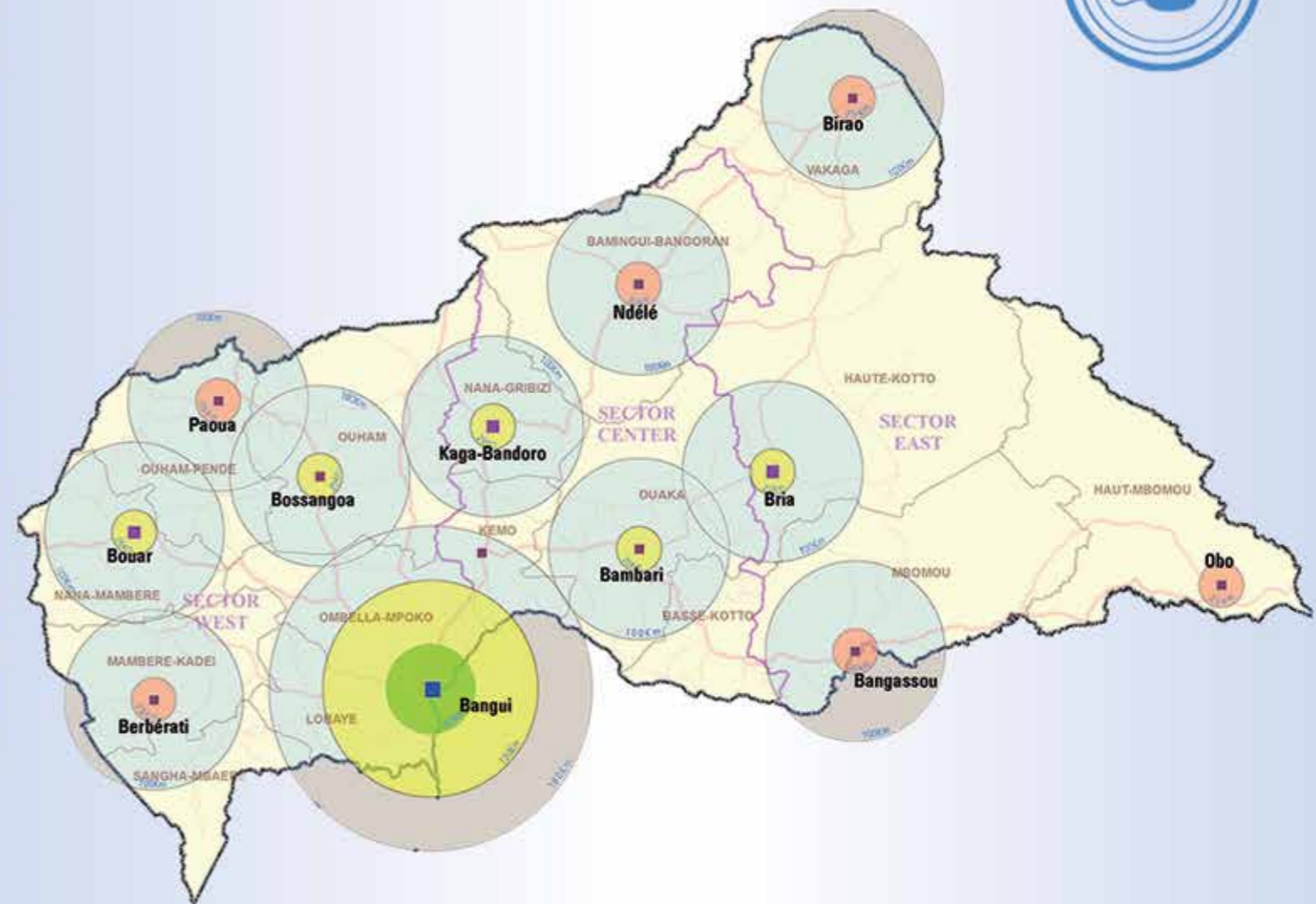


© UN Photo / MINUSCA

▲ Equipe Quick Impact Project Management Unit : Guy Saisonou, Mercedes Karambizi et Luc J. Magloire ONDOUA MBEGA



Ecoutez GUIRA FM 93.3



Production : Unité Publication et Multimédia BUREAU DE LA COMMUNICATION ET DE L'INFORMATION PUBLIQUE

LES LOCAUX DU TRIBUNAL DE BOSSEMBÉLÉ RESTAURÉS



© UN Photo / MINUSCA

▲ Travaux en cours : réhabilitation bureaux des Juges

La Section des Affaires judiciaires et pénitentiaires de la MINUSCA a procédé à la remise officielle du Tribunal de Grande Instance aux autorités de Bossembélé, préfecture d'Ombella-Mpoko (Centre-Ouest).

Ce projet a pour objectifs de « créer un environnement sécuritaire renforcé pour les justiciables du ressort du TGI de Bossembélé; faciliter l'accès à la justice aux populations des sous-préfectures de Bossembélé, Boali et Yaloké, avec un accent sur les couches les plus vulnérables : détenus préventifs, déplacés, femmes et enfants; améliorer le caractère public des audiences du tribunal via l'extension de la salle d'audience; appuyer le désengorgement de la Cour d'Appel de Bangui et faciliter l'accélération du traitement des dossiers répressifs ».

Le projet d'une valeur de 25.442.075 FCFA a été exécuté en trois mois et a consisté en la construction d'une salle d'audience et la rénovation de bureaux pour le compte dudit tribunal.

Les bénéficiaires de ce projet sont les justiciables du ressort de ce tribunal estimés à 150.000 personnes, dont 85.000 femmes et 15.000 enfants, en particulier, les personnes en détention prolongée, les femmes en détention en attente de procès et le personnel judiciaire de ce tribunal.

Dieu Bénit Wowi, 22 ans, un habitant de Bossembélé, pense que « la réhabilitation des infrastructures judiciaires est un signe que l'impunité va diminuer dans sa

zone qui, dit-il, est pour le moment, catastrophique. Des malfaiteurs ne sont pas poursuivis à cause de la paralysie de la justice ».

Une autre habitante de Bossembélé pense que la MINUSCA « devrait également former les juges et magistrats pour la répression des auteurs des viols et d'autres violences faites aux femmes, mais aussi, dans la lutte contre la corruption qui gangrène la justice ».

Le Chef de la Section des Affaires judiciaires et pénitentiaires de la MINUSCA, Franck Dalton, explique que ce projet entre dans le cadre de l'appui au redéploiement des institutions judiciaires en dehors de Bangui et la création d'un environnement sécurisé à la population civile victime de la violence, par l'accès à la justice. C'est aussi pour « l'éradication de l'impunité et un retour définitif à la paix et la cohésion sociale ».

Remerciant la Mission pour ses efforts dans « la restauration de la paix, de l'autorité de l'Etat, du renforcement de l'Etat de droit et de la lutte contre l'impunité à travers l'appareil judiciaire », le directeur de Cabinet du ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Chargé de la Réforme Judiciaire et des Droits de l'Homme, Etienne Koyague, espère qu'avec cette collaboration, le Gouvernement parviendra au renforcement de l'administration judiciaire et au redéploiement des magistrats auxiliaires de justice. Il a soumis à la MINUSCA une doléance pour la réhabilitation de la Maison d'arrêt, car « une juridiction pénale ne peut exister sans cette dernière » ■

BOSSANGOA : DES BÂTIMENTS DE L'ADMINISTRATION MIS À NEUF

Les bâtiments du Tribunal, du poste de police et de la Direction des Affaires sociales de la ville de Bossangoa, préfecture de l'Ouham (nord-ouest) ont été réhabilités.

Ces bâtiments avaient été détruits au cours des violences de décembre 2013. Cette réhabilitation a été effectuée dans le cadre des projets à impact rapide de la MINUSCA (QIP's). Le projet a été financé à hauteur de 30 millions de francs CFA.

« L'objectif est de contribuer à la restauration des services publics et de l'autorité de l'Etat », a indiqué le préfet de l'Ouham, Clotilde Namboï, lors de la remise officielle en présence du chef du bureau régional de la MINUSCA, Thomas Vaah. Les deux personnalités ont encouragé les fonctionnaires et usagers des services publics à conserver en bon état les ouvrages réhabilités.

Thomas Vaah a saisi l'occasion pour inviter le gouvernement à intensifier le déploiement des fonction-

L'objectif est de contribuer à la restauration des services publics et de l'autorité de l'Etat.

Clotilde Namboï, Préfet de l'Ouham

naires dans la préfecture. Il a également encouragé les autorités locales à créer les conditions d'accueil aux fonctionnaires déployés, pour un rétablissement complet des services publics.

Le système judiciaire de Bossangoa, pour ne citer que celui-ci, connaît un important dysfonctionnement, en raison de l'absence du Procureur et du Président du Tribunal.

C'est pourquoi le préfet de l'Ouham a aussi sollicité de sessions de renforcement de capacités à l'intention des agents de l'État ■



© UN Photo / MINUSCA

▲ Vu du commissariat réhabilité de la ville de Bossangoa

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS OPÉRATIONNELLES DE LA GENDARMERIE

Le jeudi 28 mai 2015, a eu lieu l'inauguration officielle, à Bangui, des locaux réhabilités de la Gendarmerie nationale. Les travaux ont permis, entre autres, la remise en état des chambres de sûreté et de trois bureaux au profit des Brigades territoriale et motorisée; la pose de portes et fenêtres; la construction de salles d'eau pour le personnel; l'ameublement et la fourniture d'outils bureautiques et la réparation de motos de la Brigade motorisée. Ces travaux, qui ont duré trois mois, ont été financés à hauteur de

21.470.200 FCFA par la MINUSCA via sa Division des Affaires Civiles, dans le cadre des Projets à Impact Rapide (QIP). Ils ont été exécutés par l'Association des Femmes Juristes de Centrafrique.

A travers cette action, la MINUSCA veut optimiser les capacités opérationnelles de la Gendarmerie centrafricaine, promouvoir le respect des droits de l'homme en améliorant les conditions de garde à vue, lutter contre les évasions de prévenus, faciliter la mobilité des gendarmes et améliorer les conditions d'hygiène ■

L'UNIVERSITÉ DE BANGUI MODERNISE SA BIBLIOTHÈQUE



© UN Photo / MINUSCA

La bibliothèque de l'Université de Bangui qui date de 1979, dix ans après la création de l'Université de Bangui (1969), se trouve dans un état de dégradation avancé : l'infrastructure, les équipements sont vétustes, les manuels sont absents dans les rayons réservés aux ouvrages et le système de gestion n'est pas informatisé. Les fonds de fonctionnement sont aussi inexistant, privant les chercheurs de toute possibilité de recherches.

S'appuyant sur l'un des leviers qui lui permettent de contribuer à la restauration de l'autorité de l'état, en l'occurrence, les QIPs, la Mission s'est engagée, par le biais de sa section des Affaires civiles, dans sa réhabilitation. Une cérémonie officielle de lancement des travaux a eu lieu le mercredi 6 avril 2016, sur le site de l'Université.

Le premier acte de cette réhabilitation concerne la bibliothèque dont le délabrement est manifeste. Aussi, le Vice-recteur de l'Université, Gabriel Danzi,

a-t-il parlé de « *moment historique* » en évoquant l'implication de la MINUSCA dans cette œuvre de reconstruction qui touche à l'éducation et à la culture, pièces maîtresses du redressement national.

D'une valeur de 50.000 dollars américains, ce projet sera exécuté dans un délai de 3 mois. Son objectif est de réhabiliter les infrastructures et de redynamiser les services, afin de faciliter le travail des étudiants des enseignants et des chercheurs.

Flory Balanga, Chargé de mission de l'ONG International Emergency and Development Aid (IEDA Relief) qui a la charge de la réhabilitation de la bibliothèque, a énuméré plusieurs travaux à faire: l'installation de la climatisation; les canalisations pour l'écoulement des eaux; le renouvellement des tôles; l'installation des sanitaires; la repeinte des murs et le débouchage des fosses septiques.

Le Chargé des projets à impact rapides à la MINUSCA, Luc Justin Magloire Ondoua Mbega, a invité les étudiants à collaborer efficacement avec la MINUSCA, tout au long de la période des travaux de réhabilitation de la bibliothèque. Il a estimé qu'à l'instar d'autres projets QIPs de la MINUSCA, ce dernier va contribuer à la stabilisation de la Centrafrique.

Le président de l'Association Nationale des Etudiants de Bangui, Norbert Pounaba, a souligné que « *c'est la première fois que cette bibliothèque est réhabilitée depuis son existence* » et a salué l'intérêt de la MINUSCA pour la cause de l'éducation en Centrafrique.

« *Ceux qui ont connu cette bibliothèque dans les années 1980, vont remarquer que les choses ont négativement changé* », a expliqué le Directeur de la bibliothèque, Antoine Wagandji. Il espère qu'après sa réfection, elle va réapparaître comme un lieu respectable de savoir ■

BANGUI : LE MARCHÉ COMBATTANT FAIT SA TOILETTE



© UN Photo / MINUSCA

▲ *Marché Combattant réhabilité. Vu des paillasses...*

Situé sur la grande route qui mène à l'aéroport de M'poko, le marché Combattant, très dégradé, grouille de monde et pose de sérieux problèmes de sécurité. En effet, le marché s'anime part et d'autre de la route. Des étals, un va-et-vient incessant d'acheteurs, de vendeurs ambulants et l'afflux de conducteurs de taxi-motos encombre les abords de la route, jusque sur le trottoir. Une agitation permanente désorganisée qui sert de repères aux bandits et à des éléments armés.

Cette insécurité s'est aggravée après les vagues de violences qui ont détérioré les infrastructures du marché. Depuis le mois d'avril 2016, la MINUSCA a entrepris des travaux dans le marché, pour réaménager, organiser, entretenir et assainir la zone. Ce projet à impact rapide d'un montant de près de 30 millions de F CFA (environ 50.000 dollars) a duré 7 semaines.

« *Nous installerons 80 paillasses et des dalles au sol pour éviter les inondations pendant la saison de pluie. Nous*



© UN Photo / MINUSCA

... et des dalles au sol

installerons aussi des tôles qui laissent passer la lumière, pour éviter d'avoir besoin d'électricité »; souligne Bertin Migan, directeur de l'ONG Nourrir, partenaire d'exécution du projet.

Grâce à la présence de l'assistant de liaison communautaire de la MINUSCA, Roméo Ngbanda, les populations ont été impliquées dans le projet. «Un comité de pilotage a même été créé qui est composé de jeunes, de femmes et de responsables locaux, pour suivre l'évolution du travail. Ils suivent ainsi de près le travail que fait la MINUSCA pour leur localité », a-t-il indiqué. L'autre élément positif selon M. Ngbanda, est le recrutement de la main d'œuvre locale pour les travaux de réhabilitation. « Les jeunes et les femmes sont au travail. Ils se sentent utiles et gagnent de l'argent par leur effort. C'est beaucoup pour eux ».

En sa qualité de Secrétaire général de l'Association des commerçants du marché combattant, Jean Jacques

Houlzia se réjouit du fait que « les commerçants peuvent maintenant s'organiser autour des nouvelles infrastructures construites. C'est un plaisir de vendre dans un environnement sain et propre ».

Les Projets à impact rapide sont un dispositif flexible qui permet à la Mission d'apporter des réponses à des besoins urgents des populations. Ce sont des projets de petites tailles dont les bénéficiaires vont directement aux populations vulnérables, un moyen de redonner espoir aux communautés.

Pour la période 2015-2016, trois millions de dollars ont été affectés à ces projets, gérés par le bureau des Affaires civiles de la mission. Les projets mis en œuvre ont permis de réhabiliter et/ou d'équiper des bâtiments publics, des écoles, des prisons, des commissariats de police, des brigades de gendarmerie et des centres sportifs et culturels pour les jeunes ■

LES QIP'S EN CHIFFRES

Les réalisations de l'année **2015-2016**

40 projets achevés

22 projets en cours d'achèvement (terminés à 75%)

44 projets encore en phase de réalisation

LE SAVIEZ-VOUS ?

Dans le cadre de la Restauration de l'autorité de l'état, les QIP'S ont servi à réhabiliter : **54 bâtiments administratifs dont 10 préfectures et sous-préfectures, 10 mairies, 14 palais de justice et maisons carcérales, 2 bureaux de démembrements de l'ANE, 11 Commissariats et Gendarmeries sur la période 2014-2015.**



© UN Photo / MINUSCA

► Ici la Mairie de Boeing en construction

QIP'S EN IMAGES



© UN Photos / MINUSCA



▲ Vue de blocs de quatre (04) latrines construit



▲ Ci-haut, en médaillon, état du bâtiment avant les travaux de réhabilitation

▲ Bâtiment rénové

QIP'S EN IMAGES



▲ Réparation de trois motos au profit de la Brigade Motorisée de la Gendarmerie

© UN Photo / MINUSCA

QIP'S EN IMAGES



▲ Vue du périmètre de sécurité après les travaux

▲ En médaillon vue extérieure du Tribunal de Grande Instance de Bimbo avant la construction de la clôture

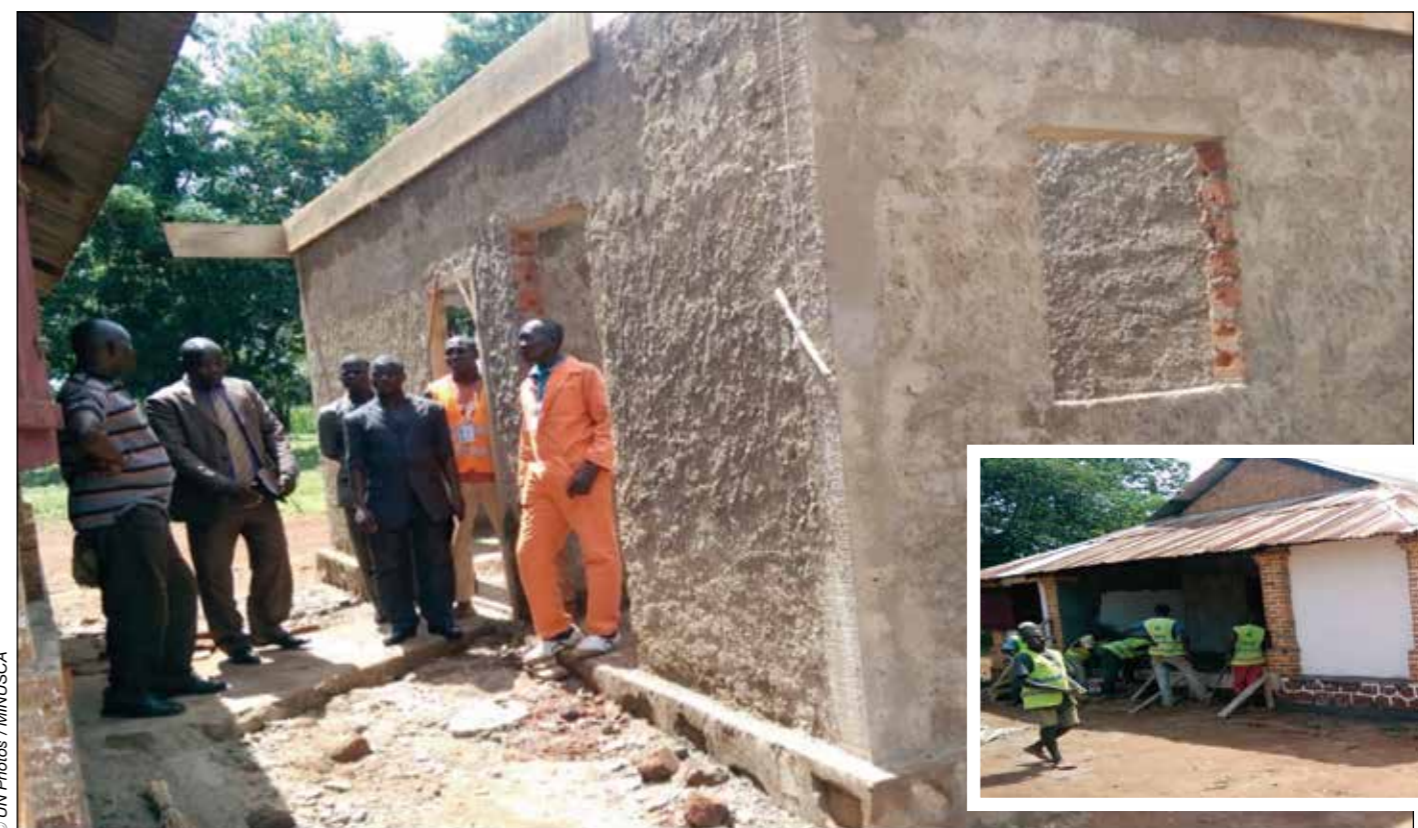
© UN Photos / MINUSCA



▲ Vue de la salle d'audience du Tribunal de Grande Instance de Bimbo

▲ En médaillon, travaux en cours extension de la salle d'audience du Tribunal de grande instance de Bimbo

© UN Photos / MINUSCA



▲ Vue de travaux en cours : construction Salle d'Audience du Tribunal de Grande Instance de Bossembélé

▲ En médaillon travaux en cours : réhabilitation bureaux des Juges

© UN Photos / MINUSCA

EN LIGNE | ONLINE



MINUSCA

Votre site d'informations et d'analyses sur
la Centrafrique et les Nations Unies.
Disponible sur smartphones

Your one-stop source for news and information
about Central African Republic and the UN.
Available on smartphones



UN photo / Graphisme CPIO / MINUSCA

Découvrez le nouveau site Internet de
la Mission des Nations Unies en Centrafrique

Check out the new website of the UN Mission
in the Central African Republic

<https://minusca.unmissions.org>

 <https://facebook.com/minusca.unmissions>

 https://twitter.com/UN_CAR

 <https://www.flickr.com/photos/unminusca/>